

Registre permis de d'urbanisme n° 99 /278
Réf. n° Urbanisme

Genre : construire une extension du hall de fabrication et des bureaux existants

SEANCE DU 09 NOVEMBRE 1999

Présents : M. AUBECQ, Bourgmestre-Président ;
MM. NOEL, WILLEMS, ROLLIN, VANHOUTVINCK, QUIBUS, [REDACTED] Echevins ;
Mme BACCAERT, Secrétaire Communal.

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS ,

Vu la demande introduite par OMNIFORM S.A. (M. DE SOMMER), avenue Franklin, 2 à 1300 Wavre
relative à un bien sis avenue Franklin, 2 D : 1 / S : B / P : 44 H 2

et tendant à construire une extension du hall de fabrication et des bureaux existants

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 17 août 1999

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment le livre premier et les articles 107,
84 § 3, 301 et 303 ;

~~Vu l'article 90, 8°, de la loi communale, tel qu'il est remplacé par la loi du 29 mars 1962, article 71, et modifié par la loi du 27 mai
1975, article 1er, 17° ;~~

(1) Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve le bien, un plan communal d'aménagement approuvé par arrêté du 27
novembre 1972, autre que celui prévu par l'article 49.1 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du
Patrimoine ;

~~(1) Attendu que les travaux doivent s'effectuer ou les actes s'accomplir dans le périmètre d'un lotissement dûment autorisé par le
collège des Bourgmestre et Echevins le _____, que ce permis de lotir n'est pas périmé ;~~

~~(1) Vu la décision du _____ du fonctionnaire délégué accordant, sur proposition motivée du collège en date du _____,
dérogation au susdit (1) plan d'aménagement/plan de lotissement ;~~

~~(1) Attendu que les travaux ou actes faisant l'objet de la demande, ne doivent pas être soumis à l'avis conforme du fonctionnaire
délégué selon les dispositions de l'article 264 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ;~~

(2) Vu les règlements généraux sur les lotissements et/ou le règlement communal sur les lotissements ;

(2) Vu les règlements généraux sur les bâtisses et/ou le règlement communal sur les bâtisses ;

ARRETE

Article 1^{er} — Le permis est délivré à OMNIFORM S.A. (M. DE SOMMER), avenue Franklin, 2 à 1300 Wavre
pour les motifs ci-après :

Vu la situation des lieux ;

Vu le projet présenté ;

Vu le plan communal d'aménagement n° 24 dit du « Parc Industriel Nord » approuvé par Arrêté Royal du 27 novembre 1972 ;

Vu l'avis favorable du Ministère de l'Équipement et des Transports — réf. D143/7.1/1913 du 26 août 1999 ;

Vu l'avis favorable du Service Incendie — réf. 991012/PHF/132 RP du 12 octobre 1999 ;

Considérant que le projet est conforme aux prescriptions du plan communal d'aménagement ;

Considérant que les constructions envisagées ne mettent pas en péril le bon aménagement urbanistique de la parcelle ;

Considérant que les matériaux utilisés sont semblables aux matériaux de la partie existante ;

PERMIS D'URBANISME

FORMULAIRE B/2

Registre permis de d'urbanisme n° 99 /278
Réf. n° Urbanisme

Genre : construire une extension du hall de fabrication et des bureaux existants

Considérant que la notice préalable d'incidences sur l'environnement ne mentionne pas de nuisances particulières pour le proche voisinage ;

qui devra :

- Respecter les prescriptions urbanistiques du plan particulier d'aménagement n° 24 dit du « Parc Industriel Nord » délivré par Arrêté Royal du 27 novembre 1972.
- Respecter les prescriptions urbanistiques complémentaires énoncées en annexe.

(3) Article 2 – ~~Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du~~

Article 3 – Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

Article 4 – Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 5 – Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment la réglementation générale sur la protection du travail.

Délibéré en séance du Collège des Bourgmestre et Echevins à Wavre, le 09 novembre 1999

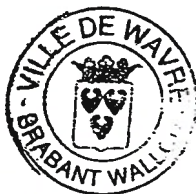
Par le Collège :

Le Secrétaire communal,
(s) Béatrice BACCAERT

Le Président,
(s) Charles AUBECQ

POUR EXPEDITION CONFORME :
Wavre, le 19 NOV. 1999

Par ordonnance,
Le Secrétaire communal,



Le Bourgmestre,



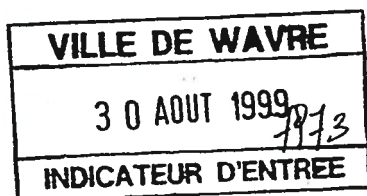
D.143 - Direction des Routes du Brabant wallon.

Cellule affaires générales

Transmis pour information à

l'Administration Communale
de et à

1300 WAVRE



N/réf. : 7.1/1913

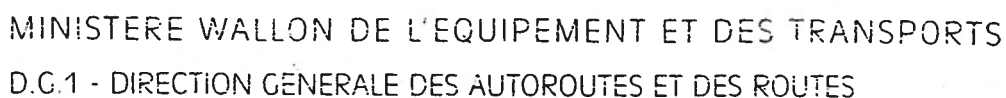
V/réf. : 98/278

Bruxelles, le 27/08/99

L'ingénieur industriel
chef de service

J.C. LEROY





MINISTERE DE LA REGION
WALLONNE
D.G.A.T.L.
Centre de Wayre

Rue de Nivelles, 88

Agent traitant : J-Cl. LEROY
Téléphone : 02/504.45.82.

Bruxelles, le 26 AOUT 1999

Vos références

Nos références
D143/7.1/1913

Annexes
dossier


OBJET : Demande de permis de bâtir
Introduite par OMNIFORM s.a.
Localité : Wayre

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, l'avis de mon Service concernant cette affaire.

Cet avis est favorable

**Le Premier Ingénieur en Chef-Directeur
des Ponts et Chaussées,**


M. C. MONETTE





MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS
D.G.1 : DIRECTION GENERALE DES AUTOROUTES ET DES ROUTES

I.G.14
DIVISION
DU RESEAU OUEST

D.143
DIRECTION DES ROUTES
DU BRABANT WALLON

District n° 143-11
Votre lettre du

D.143 ENTRE LE :
25 -08- 1999

Monsieur Cl. MONETTE
Ingénieur en Chef Directeur des Ponts
et Chaussées

A l'attention de Monsieur LEROY

OTTIGNIES, le 24.08.1999

Vos références

7.1/13.13

Nos références

W/99680/Ur 178

Annexe(s)

1 dossier

OBJET : RN 4 - Avenue Franklin 2 - WAVRE
Transformation d'un hall
Cadastré 1ère division - section B n° 44 H 2
Demandeur : Omniform S.A.

Veillez trouver, en annexe et pour suite voulue, la demande précitée
que nous transmet la Ville de WAVRE.

Comme suite à celle-ci, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le District
n'émet pas d'objection à ce projet.

Il s'agit d'une extension en retrait par rapport à une façade existante.

Le Chef de District,

Ing. F. FRECOURT.



A - Rapport de prévention incendie référence:

991012/PHF/132RP

B - Etablissement concerné : Bâtiment industriel - extension
OMNIFORM S.A.

Avenue Franklin, 2

Nos réf. 2459

Date entrée: 19/08/99

1300 WAVRE

Destiné à *Wb*

Transmis à *p*

Réponse :

PN:

C - Etude réalisée le 12/10/99

-par M. Ph. FABRY - Officier technicien en prévention du Service Incendie de la Ville de Wavre

-suite à la demande formulée par M. R. Miesse pour le Service Urbanisme en date du 14/08/99 (Réf.: 99/278)

-sur base des plans n° 1/7 daté du 01/07/99 (dossier n° 559/99)

n° 2/7 daté du 01/07/99

n° 3/7 daté du 01/07/99

n° 4/7 daté du 01/07/99

n° 5/7 daté du 01/07/99

n° 6/7 daté du 01/07/99

n° 7/7 daté du 01/07/99

dessinés par : Bureau Chateau Wastiau - Architectes

Geneide 221

2260 WESTERLO

Tél. 014/26.47.01

D - Rapport transmis à :

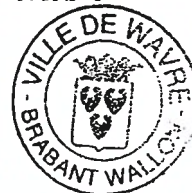
- M. le Bourgmestre de et à 1300 WAVRE
- OMNIFORM s.a. - M. DE SOMMER
Avenue Franklin, 2
1300 WAVRE
- M. Wastiau - Architecte

E - Le présent rapport comprend 8 pages

F - Législations appliquées:

Les remarques reprises en annexe - relatives aux mesures de sécurité, de prévention, de protection et de lutte contre les risques d'incendie, d'explosion et de panique à prévoir - ont été établies sur base des normes belges ou à défaut étrangères, règlements, codes de bonnes pratiques et/ou expérience personnelle en la matière.

Dans le cadre du présent rapport les textes suivants ont été utilisés :



Arrêté Royal du 19/12/1997 fixant les normes de base en matière de protection contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire:

- annexe 1 : terminologie
- annexe 2 : bâtiments bas
- annexe 5 : réaction au feu

Règlement Général pour la Protection du Travail

Titre II - Dispositions générales concernant l'hygiène du travail ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

Articles 52, 53, 63bis.

Arrêté Royal du 19/06/1997 concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail

Norme belge NBN C71-100 relative aux règles d'installation et aux consignes pour le contrôle et l'entretien des systèmes d'éclairage de sécurité.

G - Remarques préliminaires:

-La signification donnée aux termes utilisés dans le présent rapport, tels que résistance au feu non-combustibilité, inflammabilité et vitesse de propagation des flammes, est celle qui est donnée par l'annexe 1 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997.

-La détermination du degré de résistance au feu se fait conformément à la N.B.N. 713.020.

-Les blocs-portes résistants au feu doivent être titulaires du label BENOR et de plus, ils ne peuvent en aucun cas être maintenus en position ouverte par un dispositif sauf si ce dernier assure la fermeture de la porte en cas d'incendie.

-Les blocs-portes résistants au feu devront être montés par un placeur agréé par le Ministre de l'Intérieur.

-Le présent rapport a été établi en supposant l'absence dans le bâtiment d'un local dit du premier groupe au sens du Règlement Général pour la Protection du Travail : entre autres, locaux où sont soit utilisés, soit entreposés des liquides inflammables dont le point d'éclair est égal ou inférieur à 21° C, en quantité égale ou supérieure à 50 L. Si tel ne devait pas être le cas, le Service Incendie pourrait émettre des prescriptions complémentaires.

L'éventuel stockage de liquides extrêmement inflammables, facilement inflammables, inflammables et combustibles devra répondre aux prescriptions de l'Arrêté Royal du 13 mars 1998 y relatif.

-La présente étude concerne l'extension du bâtiment des établissements OMNIFORM, il s'agit de la construction :

- d'un hall de stockage pour des moules (70 * 13 m)
- d'une hall de production (53 * 18 m)
- d'une annexe fabrication de moule et stockage (30*15m)
- d'une aile administrative sur 3 niveaux comprenant



- *au rez-de-chaussée la réception, 5 bureaux, 2 salles de réunion, 1 local entretien
- *au 1^{er} étage partiel 5 bureaux, un magasin et un stockage d'échantillons
- *au 2^e étage le réfectoire, la chaufferie, 2 salles de réunion, 2 locaux archives, le bureau du directeur et un appartement.

- La surface au sol des nouveaux locaux est de 3490m² environ et l'ensemble des bâtiments après construction, aura une surface au sol de 7350m²; ces locaux seront divisés en 5 compartiments.

-La société OMNIFORM fabrique des emballage en plastique (PE, PET et PVC) de type barquette pour le secteur alimentaire, non-alimentaire et pharmaceutique. Le procédé de fabrication est le thermoformage par extrusion-chauffage-vide d'air ou par injection dans un moule.

-Le chauffage installé est de type mazout dans les bureaux avec une chaudière centrale située sur le palier de l'escalier de gauche; il n'y a pas d'installation de chauffage dans les ateliers ni dans la partie de production.

-Les structures portantes des locaux industriels sont de type béton armés pour les colonnes et de type Bois Lamellé Collé pour les poutres.

H - Prescriptions à respecter :

1. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 3.1 que la traversée par des conduites de fluides ou d'électricité et les joints de dilatation d'un élément de construction ne puissent altérer le degré de résistance au feu exigé pour cet élément.
Dans ce contexte, les traversées de parois verticales et horizontales (planchers) par des conduits seront équipées de clapets résistants au feu ou de manchons intumescents.
Toutes les mesures nécessaires devront être prises pour respecter le compartimentage du bâtiment au droit du caniveau technique qui parcourt 3 compartiments distincts.
2. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 3.2 que les éléments structuraux assurant la stabilité du bâtiment présentent, pour les bâtiments de 1 niveau une résistance au feu de ½ h.
3. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 3.2 que les éléments structuraux assurant la stabilité du bâtiment présentent, pour les bâtiments de plus de 1 niveau : Rf 1 h au-dessus du niveau d'évacuation inférieur et la structure de la toiture présente une stabilité au feu de ½ heure.
4. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 3.4.1 que dans les chemins d'évacuation, les locaux accessibles au public les faux-plafonds présentent une stabilité au feu de ½ h.



5. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 4.1 que les parois entre compartiments présentent au moins la résistance au feu des éléments structuraux. La communication entre 2 compartiments n'est autorisée qu'au moyen d'une porte Rf ½ h sollicitée à la fermeture ou à fermeture automatique en cas d'incendie.
Tel devra être le cas dans le projet pour les parois séparant les compartiments; de plus, les portes et volets installés dans les baies de ces parois devront présenter Rf ½ h minimum cette résistance au feu étant attestée par un PV d'essai établi par un laboratoire agréé.
6. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 4.2 que les parois des cages d'escaliers présentent au moins la résistance au feu des éléments structuraux (c-à-d Rf 1 h).
7. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 4.2 que pour les cages d'escalier, leurs parois extérieures peuvent être vitrées si les baies sont bordées latéralement sur 1 m au moins par un élément étanche aux flammes durant ½ h.
Tel n'est pas le cas actuellement dans le projet pour ce qui concerne la cage d'escalier gauche.
8. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments, impose en son article 4.2.2.6 qu'une baie de ventilation débouchant à l'air libre, d'une section de 1 m² minimum, soit prévue à la partie supérieure de chaque cage d'escalier intérieure.
Cette baie est normalement fermée; la commande de son dispositif d'ouverture est manuelle et placée de façon bien visible au niveau d'évacuation et clairement signalée à l'aide d'un écriteau « Exutoire de fumée » situé au niveau d'évacuation.
Les positions « ouverte » et « fermée » seront également signalées.

Pour éviter toutes utilisations intempestives, le panneau de commande sera placé dans un coffret sous une vitre à briser. Les exutoires de fumée doivent fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique.
9. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 4.4 que sur le parcours des chemins d'évacuation les portes ne peuvent comporter de verrouillage empêchant leur utilisation dans le sens de l'évacuation.
Dans ce contexte, les portes des sorties de secours devront être équipées d'un système de barres anti-panique.
10. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 4.5 que l'indication des sorties et sorties de secours doit répondre aux exigences concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail.



Dans ce contexte, il y a lieu de placer des pictogrammes conforme aux prescriptions de l'A.R. du 17/06/97 dans les voies d'évacuation. La dimension de ces pictogrammes sera adaptée aux locaux dans lesquels ils sont placés.

11. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 5.1.2 que les chaufferies soient conformes aux prescriptions de la norme NBN B 61-001 relative aux chaufferies et aux cheminées. (si la puissance installée est supérieure à 70 Kw).
12. La norme NBN B61-001 prescrit en son article 6.5.2. que les plafonds et parois des chaufferies assurent une résistance au feu de 2 heures minimum et que l'accès se fasse par une porte de type Rf 1 h ou par un sas présentant les caractéristiques suivantes :
 - parois de type Rf 2 heures
 - superficie de 2 m² minimum
 - 2 portes se fermant automatiquement et assurant une Rf de ½ heure.
13. Le Règlement Général sur la Protection du Travail impose en son article 52.7.1 que les chaufferies soient convenablement ventilées.

Le local chaufferie doit être muni d'une ventilation basse et d'une ventilation haute, communiquant avec l'extérieur.

Un grillage est obligatoire pour tous les orifices se trouvant à moins de deux mètres au-dessus du sol.

Section des ventilations en fonction des caractéristiques des chaudières et conforme aux prescriptions de la norme NBN B61-001

14. Le Règlement Général sur la Protection du Travail impose en son article 63bis que de l'éclairage de sécurité soit prévu dans les locaux pour permettre l'évacuation sans danger de ceux-ci.

Dans ce contexte, les chemins d'évacuation, les paliers, les salles ou locaux accessibles au public, les chaufferies et les tableaux principaux seront pourvus d'un éclairage de sécurité.

Cet éclairage de sécurité permet d'atteindre un éclairement horizontal d'au moins 1 lux au niveau du sol ou des marches dans l'axe du chemin de fuite; aux endroits du chemin de fuite qui pourraient présenter un danger, l'éclairement minimal horizontal sera de 5 lux. Ces endroits dangereux peuvent être, par exemple, un changement de direction, un croisement de couloirs, un accès aux escaliers, un changement de niveau imprévisible dans la trajectoire.

Cet éclairage de sécurité peut être alimenté par la source de courant normal, mais, en cas de défaillance de celle-ci l'alimentation est fournie par une ou plusieurs sources autonomes.

L'éclairage de sécurité peut être fourni par des appareils autonomes branchés sur le circuit alimentant l'éclairage normal concerné, si ces appareils présentent toutes garanties de bon fonctionnement.



15. Le Règlement Général sur la Protection du Travail impose en son article 52.10 que l'employeur doit mettre en place des moyens d'alerte et d'alarme lorsqu'il emploie au moins 50 travailleurs dans un même bâtiment ou qu'il occupe plusieurs étages d'un même bâtiment.
Dans ce contexte, il y a lieu de placer un système d'alarme commandé par des boutons-poussoirs sous vitre à briser .
Ce dispositif devra fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique.
16. Le Règlement Général sur la Protection du Travail impose en son article 52.10.2 que les postes d'alerte et d'alarme doivent être en nombre suffisant, facilement accessibles, en bon état de fonctionnement et d'entretien, judicieusement répartis et bien signalés.
17. Le Règlement Général sur la Protection du Travail impose en son article 52.10.3 que les signaux d'alerte et d'alarme ne doivent pas être confondus entre eux, ni avec d'autres signaux.
Les signaux d'alarme doivent pouvoir être perçus par tous les intéressés.
18. Le Règlement Général sur la Protection du Travail impose en son article 52.1 que l'employeur prenne toutes les mesures nécessaires imposées par les circonstances pour combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie.
Dans ce contexte, toute la surface du bâtiment doit être couverte par un réseau de dévidoirs muraux à alimentation axiale conforme à la norme EN 671-1 couplés avec un hydrant de type DSP 45.
La conduite d'alimentation de ces installation doit être d'un diamètre intérieur de 2 pouces minimum et en acier si apparente; le compteur eau étant dimensionné en conséquence.
- Des extincteurs munis du label BENOR seront placés à raison de 1 appareil par 150 m² de surface au sol ils seront de type 1 unité d'extinction à eau pulvérisée avec additifs.
Nous recommandons que les extincteurs portables soient suspendus en des endroits visibles et facilement accessibles. Toutes les précautions seront prises par rapport au risque de gel.
19. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 6.8.5.3 que la colonne montante qui alimente ces appareils en eau sous pression a les caractéristiques suivantes :
le diamètre intérieur et la pression d'alimentation sont tels que la pression de l'hydrant le plus défavorisé satisfait aux prescriptions de la norme NBN EN 671-1 en tenant compte que 3 dévidoirs muraux à alimentation axiale, doivent pouvoir être utilisés simultanément pendant ½ h.
Les éventuels appareils sont sans manoeuvre préalable alimentés en eau sous pression.
Cette pression est de 2.5 bar minimum au point le plus défavorisé.



20. L'annexe 2 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 6.8.5.4 que concernant les bornes incendie celles-ci doivent être implantée à une distance maximale de 100 m les unes des autres. Dans ce contexte, il y a lieu d'implanter une borne incendie supplémentaire, le long de la grande façade de l'établissement à une hauteur du chemin d'accès entre les 2 bâtiments.
21. L'annexe 5 de l'Arrêté Royal du 19/12/1997 sur les prescriptions techniques pour les nouveaux bâtiments impose en son article 8.1 que l'ensemble de la couverture des toitures satisfait au projet de norme EN 1187-1.
22. Nous recommandons d'équiper l'extension du hall de stockage et l'extension du hall de la production d'une installation d'évacuation de fumées et de chaleur conforme aux prescriptions de la norme NBN S21-208-1 :
Conception et calcul des installations d'évacuation de fumées et de chaleur - Partie 1 : Grands espaces intérieurs non cloisonnés s'étendant sur un niveau).
23. Le Règlement Général sur la Protection du Travail impose en son article 52.5.12 que les portes des sorties de secours doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.
24. Le Règlement Général sur la Protection du Travail impose en son article 52.12 que des instructions affichées en nombre suffisant en des endroits apparents et facilement accessibles renseignent le personnel sur la conduite à suivre en cas d'incendie, entre autres en ce qui concerne :
- l'alerte de la direction et des préposés à la lutte contre l'incendie
 - l'alerte au service d'incendie compétent
 - les dispositions à prendre pour donner l'alarme
 - les dispositions à prendre pour assurer la sécurité ou l'évacuation des personnes
 - la mise en oeuvre des moyens de lutte contre l'incendie disponibles dans l'établissement
 - les dispositions à prendre pour faciliter l'intervention du service d'incendie compétent
25. Le Règlement Général sur la Protection du Travail impose en son article 52.11 que le matériel de lutte contre l'incendie, de détection, et d'alarme ainsi que les installations électriques, les installations de gaz et les installations de chauffage doivent être contrôlées périodiquement par l'employeur, son préposé ou son mandataire. Les dates de ces contrôles et les constatations faites au cours de ces contrôles sont inscrites dans un carnet qui est tenu à la disposition du bourgmestre et du fonctionnaire compétent.
26. Nous recommandons pour la toiture l'utilisation d'un matériau d'isolation de classe A1 muni d'un pare-vapeur de type incombustible.
27. Nous recommandons d'équiper la station de recharge d'ouvertures de ventilation haute et basse, et de compartimenter ce local vis-à-vis du reste du bâtiment avec des parois RF 1 h munies de portes de type RF ½ h sollicitées à la fermeture.

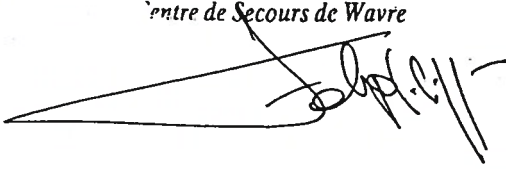


I - CONCLUSIONS:

Le Service Incendie remet un avis FAVORABLE à l'octroi du permis de bâtir pour autant que les prescriptions décrites au point H ci-dessus soient réalisées et pour autant que les indications relatives à la prévention contre l'incendie figurant sur les documents étudiés soient respectées.



D. DE ZUTTER
Capitaine
Centre de Secours de Wavre



P. FABRY
S. Lieutenant
Centre de Secours de Wavre

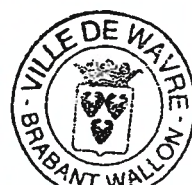


PROVINCE DE BRABANT
VILLE DE WAREMME

Annexe à l'autorisation de bâtir.

Le demandeur devra, obligatoirement :

- 1°) se conformer aux instructions qui lui seront données sur les lieux par un membre du Collège échevinal;
- 2°) éclairer convenablement, pendant la nuit, les matériaux ou décombres séjournant sur la voie publique;
- 3°) n'apporter aucune modification à l'alignement indiqué
- 4°) réserver, à la Ville, le droit de prendre attaches aux toits et façades des bâtiments, pour les supports des fils de distribution d'énergie électrique et de l'éclairage public, sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée;
- 5°) Sauf indications précises aux plans : donner aux pièces du rez-de-chaussée une hauteur de 2,60m au moins et à celles de l'étage, une hauteur de 2,50m minimum;
- 6°) ne former aucune saillie ou anticipation sur la voie publique ou sur l'alignement prescrit au plan d'alignement;
- 7°) donner aux cheminées une hauteur de 1m au moins au-dessus du toit et les construire de façon à être ramonées et à n'être traversées par aucune poutre ou gîte; tout bois employé dans leur construction devra être éloigné du conduit d'une demi-brique ou de 12cm au moins. Les cheminées devront être ramonées au moins une fois l'an;
- 8°) garnir les toits et la façade de chéneaux et gouttières de dimensions suffisantes pour conduire les eaux pluviales jusqu'au niveau du sol;
- 9°) assurer l'écoulement constant et facile des eaux usées, au moyen de conduits fermés en maçonnerie ou de tuyaux jusque dans l'égout public ou les ruisseaux ou rigoles en tenant lieu, par l'intermédiaire d'une fosse septique dont le type devra être agréé par le Directeur des Travaux.
- 10°) ne pas se prévaloir de la présente autorisation pour faire exécuter d'autres ouvrages.
- 11°) déclarer, à l'administration du cadastre, dans les trois mois de la construction ou de la transformation, tout immeuble nouvellement construit ou transformé;
- 12°) en cas de permis de bâtir dans un lotissement privé :
n'entamer la construction de l'habitation projetée qu'après la réalisation complète et définitive de la voirie et de ses équipements, conformément aux exigences du règlement communal du 10/12/62 régissant la création des voiries dans les lotissements privés;
- 13°) pour les immeubles à appartements multiples :
prendre accord avec M. le Commandant du Corps des Sapeurs-pompiers de la Ville, concernant la réalisation effective de toutes mesures préventives pour la lutte contre l'incendie : cet accord devra être conclu avant toute occupation de l'immeuble faisant l'objet du présent permis de bâtir.



Commune Wavre

— Etablissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.

REGION WALLONNE
LA TUTELLE

LA DEPUTATION PERMANENTE DU CONSEIL PROVINCIAL DU BRABANT

25 MAI 1994

CENTRE DE WAVRE

Vu, avec les plans y annexés, la requête par laquelle la S.A. Nespak Benelux sollicite l'autorisation d'établir un atelier à Wavre, Zoning Nord 15 (chée de Bruxelles) (section B n° 44L);

Vu la loi du 5 mai 1888;

Vu le Règlement Général pour la Protection du Travail;

Vu les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la demande;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo, duquel il résulte que l'installation projetée n'a rencontré aucune opposition;

Vu l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu l'avis de M. le Directeur provincial de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire; 330/EC/9034;

Vu le rapport de M. l'Ingénieur en chef, Directeur de l'Inspection Technique du Travail;

Vin de transport de Mx

[illegible]

Considérant que l'observation des prescriptions du Règlement Général pour la Protection du Travail et des conditions imposées ci-après est de nature à obvier aux dangers et inconvénients inhérents aux installations en cause;

ARRETE :

ARTICLE 1er A. L'autorisation est accordée pour les installations suivantes sises à l'adresse susmentionnée :

une usine de transformation de matières plastiques (polystyrène, P.V.C.) comportant

1° un hall de fabrication avec deux mélangeurs à poudre ; un broyeur ; deux calendrettes, six extrudeuses 60, une extrudeuse 90, une extrudeuse Doloi, une extrudeuse regrainuleuse, un compresseur d'air ainsi qu'un appareil de chauffage à air pulsé, mus par des moteurs électriques d'une puissance nominale variant de 0,25 à 150 CV et d'une puissance totale de 700 kW environ ;

2° un hall de stockage des matières premières et des produits finis avec 200 tonnes de P.V.C. en poudre ou en rouleaux, 100 tonnes de polystyrène en poudre ou en rouleaux, 80 tonnes de P.V.C. ou de polystyrène regranulé, 20 tonnes de produits fabriqués, 10 tonnes d'adjuvants et colorants pour P.V.C. ou polystyrène ainsi qu'un appareil de chauffage à air pulsé ;

Au Collège des Bourgmestre et Echevins de 1300 Wavre (en double)

(avec 3 plan)

~~A Monsieur l'Ingénieur en Chef, Directeur de l'Inspection~~

~~Technique du Travail (en double) (Dir. Bruxelles-Brabant Hainaut-Est)~~

(avec ³ plan).

~~A la Direction Provinciale de l'Administration de l'Urbanisme~~

A Monsieur le Président du Gouvernement du Bénin

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED

- 3° une station de pompage d'eau avec 4 pompes et 1 ventilateur refroidisseur, actionnés par des moteurs électriques d'une puissance totale de 24,7 kW ;
- 4° une cabine de transformation d'énergie électrique avec un transformateur statique d'une puissance nominale de 630 kVA (diélectrique : askarel) ;
- 5° des dépôts de 10.000 litres de fuel-oil léger de chauffage et de 10.000 litres de gasoil Diesel en 2 réservoirs métalliques enterrés.

B. Outre les prescriptions du Règlement Général pour la protection du Travail les conditions suivantes doivent être observées :

- 1° l'établissement doit être conforme aux indications du plan ci-annexé;

2.)

CONDITIONS D'EXPLOITATION RELATIVES AU BRUIT ET AUX VIBRATIONS.

1. Les mesures nécessaires sont prises pour que, autant que possible, le bruit inhérent à l'exploitation de l'établissement ne se propage à l'extérieur de celui-ci et qu'à tout le moins son niveau de pression acoustique mesuré ou évalué dans l'environnement soit compatible avec une charge normale de voisinage.
2. Les mesures nécessaires sont prises pour que les vibrations inhérentes à l'exploitation de l'établissement ne nuisent à la stabilité des constructions et ne soient une source d'inconvénients pour le voisinage.

3.)

CONDITIONS D'EXPLOITATION : GAZ, VAPEURS, EMANATIONS, FUMÉES ET POUSSIÈRES.

- a) Les précautions indispensables sont prises pour éviter d'incommoder le voisinage par des gaz, vapeurs, fumées, suies, poussières et autres émanations.

Selon les circonstances, il est fait usage de techniques appropriées telles que la filtration, l'absorption, la neutralisation, etc., de manière à éviter que les éléments rejetés dans l'atmosphère, ne constituent un danger ou une incommodité pour le voisinage.

- b) En vue de l'exécution de mesures de contrôles, l'exploitant aménage, à la demande du fonctionnaire chargé de la surveillance, des ouvertures dans les cheminées et les conduits d'évacuation.

Ces ouvertures ainsi que leurs abords sont aisément accessibles de façon à pouvoir effectuer les mesures de contrôle en toute sécurité.

---/---

4°)

CONDITIONS D'EXPLOITATION : RESERVOIR A AIR COMPRIÉ.

- 1) Le réservoir d'air est construit au moyen de tôles de bonne qualité, solidement assemblées.
- 2) Il porte une plaque indiquant le nom du constructeur et la pression maximum de service.
- 3) L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance de l'établissement, un certificat établi par le constructeur du réservoir ou par un technicien compétent, et attestant :
 - 3.1) que le réservoir a subi une pression d'épreuve égale à une fois et demie la pression maximum de service;
 - 3.2) que l'épreuve, faite à l'eau froide, n'a fait découvrir ni déformation permanente, ni vices de construction, ni défauts graves;
 - 3.3) que le réservoir est conditionné de manière à résister, avant de se rompre, à une pression égale au double de la pression d'épreuve.
- 4) Le réservoir est muni des appareils suivants, maintenus constamment en bon état de fonctionnement :
 - 4.1) une soupape de sécurité fonctionnant dès que la pression dans le réservoir atteint la pression maximum de service;
 - 4.2) un manomètre placé bien en vue et dont l'échelle porte une marque très apparente indiquant la pression maximum de service;
 - 4.3) un manostat arrêtant le moteur du compresseur dès que cette pression est atteinte;
 - 4.4) un robinet de purge.
- 5) Le réservoir est purgé régulièrement.

5°)

CONDITIONS D'EXPLOITATION CONCERNANT LES RESERVOIRS A AIR COMPRIÉ
SOUS UNE PRESSION SUPERIEURE A 1 KG/CM² ET DONT LE VOLUME EST EGAL OU
SUPERIEUR A 300 LITRES.

1. La construction du réservoir répond à une norme ou à un code de bonne pratique et est réalisée au moyen de tôles de bonne qualité, solidement assemblées.
2. Le contrôle de la construction est confié à un organisme agréé pour le contrôle des appareils à vapeur ou des récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous.
3. Le réservoir porte une plaque signalétique indiquant le nom du constructeur, le numéro du réservoir, l'année de fabrication, la pression maximum de service, la capacité, la pression d'épreuve, la lettre E suivie de la date d'épreuve et du poinçon de l'organisme agréé.

4. Le réservoir est muni des appareils suivants, maintenus constamment en bon état de fonctionnement.
- 4.1. une ou plusieurs soupapes de sûreté empêchant la pression du réservoir de dépasser de plus de 20 % la pression maximum de service pour laquelle le réservoir a été calculé ;
 - 4.2. un manomètre placé bien à vue et dont l'échelle porte une marque très apparente indiquant la pression maximum de service ;
 - 4.3. un manostat arrêtant la compression de l'air dès que cette pression est atteinte ;
 - 4.4. un robinet de purge.

5.5.1. Avant la mise en service de l'appareil, l'organisme agréé délivre un ou plusieurs rapports desquels il ressort clairement que :

- a) le réservoir a subi une épreuve hydraulique à l'eau froide à une pression égale à 1,33 fois la pression maximum de service et que cette épreuve n'a fait découvrir ni déformations permanentes, ni vices de construction, ni fuites ;
- b) le réservoir a été construit suivant les règles de l'art et peut être utilisé avec sécurité dans les conditions de service prévues ;
- c) les appareils de sécurité mentionnés en 4 sont en parfait état de fonctionnement.

5.2. Le rapport de l'organisme agréé fixe le délai dans lequel le réservoir doit être soumis à une nouvelle visite ou à une nouvelle épreuve pour pouvoir être maintenu en service.

5.3. Si les contrôles, les essais et l'épreuve hydraulique mentionnés aux § 1, 2, 5.1 a) et b) n'ont pu être effectués par un organisme agréé pour le contrôle des récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous, celui-ci déclare sur le vu des attestations fournies par le constructeur ou par d'autres organismes non agréés et après tous autres examens et investigations qu'il juge utiles que le réservoir peut être utilisé avec sécurité à la pression maximum de service.

6. Le réservoir est purgé régulièrement.

7. Les certificats mentionnés au point 5 sont tenus à la disposition du bourgmestre et du fonctionnaire technique compétent.

6°) DEPOT DE LIQUIDES INFLAMMABLES DONT LE POINT D'ECLAIR DEPASSE 50° C EN RESERVOIRS METALLIQUES ENFOUIS.

1. Les huiles minérales lourdes sont emmagasinées dans des réservoirs construits au moyen de tôles d'au moins 4 mm d'épaisseur.

2. Les réservoirs subissent une épreuve hydraulique sous une pression de 3 kg par cm². Le constructeur atteste par certificat que cette épreuve n'a décelé ni fissure, ni défaut d'étanchéité, ni déformation permanente.

3. Les réservoirs sont recouverts de deux couches de tissu asphalté.
4. Les ouvertures et les raccords se trouvent à la partie supérieure des réservoirs et, en tout cas, au-dessus du niveau supérieur du liquide contenu.
5. L'étanchéité des joints, robinets, etc., est assurée.
6. Si des véhicules doivent passer au-dessus des réservoirs, ceux-ci sont couverts d'un plancher assez résistant pour éviter que les réservoirs ne soient détériorés.
- 7) Les moyens de lutte contre l'incendie sont établis en accord avec le service communal d'incendie.

2° l'exploitant reste responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que l'établissement pourrait occasionner.

fixação da entidade do Deputado no momento da eleição.

ARTICLE 5. - L'exploitation ne peut être commencée ni continuée que moyennant la stricte observation des prescriptions et conditions énumérées dans le présent arrêté.

ARTICLE 6. - La présente autorisation ne dispense pas l'impétrant de se conformer, le cas échéant, aux dispositions applicables en matière d'autorisation de bâtir.

ARTICLE 8. - Toute extension ou transformation de l'établissement, lorsque celle-ci entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de la liste des établissements classés ou est de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'incommodité inhérents à l'exploitation, fera l'objet d'une demande en autorisation introduite auprès de Monsieur le Gouverneur de la Province.

ARTICLE 9. - Une expédition du présent arrêté, accompagné d'un exemplaire du plan des installations, sera adressée au fonctionnaire technique visé à l'art. 4 ci-devant. Semblable expédition sera adressée au Collège échevinal de la commune, siège de l'exploitation, qui fera parvenir immédiatement à l'intéressé une copie intégrale de l'arrêté et un exemplaire du plan.

L'arrêté sera affiché in extenso pendant dix jours à la maison communale et au siège de l'exploitation projetée. Cet affichage devra s'effectuer par l'administration communale, dans les cinq jours francs de la réception de la décision intervenue. Toutefois, un avis affiché dans les mêmes conditions pourra remplacer l'affichage in extenso. Cet avis signalera la décision intervenue, en attirant l'attention du public sur le fait que le texte intégral de l'arrêté et les conditions imposées peuvent être consultés à l'administration communale.

La décision sera, en outre, portée sans délai à la connaissance des administrations publiques intéressées.

ARTICLE 10. - Un recours auprès du Roi est ouvert à tous les intéressés contre la présente décision. Il doit être introduit par lettre recommandée à la poste dans les dix jours après le 1er jour de l'affichage de la décision.

Si le recours émane du demandeur, il sera accompagné du récépissé de versement ou de l'avis de débit du virement d'une somme de 1500 F au Compte de chèques postaux du département ministériel compétent.

Bruxelles, le 14 juin 1979

DE DONCKER

Présents : MM. I. ROGGEN, Président ; VAN BEVER, COURTOY, ~~BOUXX~~ SCHOUPE, WOUTERS/et
~~XENSA~~ Membres ; A. SWARTEBROECKX, Greffier provincial.
VAN de MAELE

Par ordonnance :
Le Greffier Provincial,
(s.) A. SWARTEBROECKX.

Le Président,
(s.) I. ROGGEN



Pour expédition conforme,
Le Greffier provincial f.f.

[Signature]
T. VAN GINDERACHTER.

78/107

GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU BRABANT

1^{re} Inspection Générale - 1^{re} Direction
Service 13 N° 13.111/27.666/44342

Etablissements classés comme dangereux,
insalubres ou incommodes.

LA DEPUTATION PERMANENTE DU CONSEIL PROVINCIAL DU BRABANT,

Vu son arrêté en date du 14 juin 1979, n° 13.111/27040/44342,
autorisant la S.A. Nespak Benelux à établir une usine de transformation de
matières plastiques à Wavre, Zoning Nord 15 ;

Vu les rapports de M. Ingénieur en Chef, Directeur de l'Inspection
technique du Travail en date du 5.6.1979, n° F.L. 79.135 EC et du 25.7.1979,
n° F.L. 79.135 EC ;

~~Vu le rapport de Monsieur~~ ~~membre de la~~
~~Députation permanente ;~~

~~Considérant que les conditions imposées par l'arrêté précité sont
insuffisantes pour assurer la sécurité du personnel et des voisins ;~~

Considérant qu'une condition d'exploitation a été mise ;

Vu le Règlement Général pour la Protection du Travail ;

Vu la loi du 5 mai 1888 ;

A R R E T E :

Article 1er : L'arrêté précité du 14 juin 1979, n° 13.111/27040/44342, est complété
par la condition suivante : "La cabine de transformation d'énergie électrique est
établie dans un local spécial, uniquement réservé à cet usage et séparé du reste
des bâtiments par des murs orbes en maçonnerie".

Article 2 : Expédition de la présente ordonnance sera adressée à M. l'Ingénieur
en Chef, Directeur de l'Inspection du Travail. Semblable expédition sera
adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune, siège de
l'exploitation, lequel est chargé de la notifier sans retard, "in extenso" à
l'intéressé, de l'afficher conformément aux dispositions du Règlement Général
pour la Protection du Travail et de porter la décision à la connaissance des
administrations publiques intéressées.

Bruxelles, le 23 août 1979

Présents : MM. A. Van Lent, Président ; Courtoy, Schouppe, Wouters et Van de Maele,
membres ; Th. Van Ginderachter, Greffier provincial ff.

Par ordonnance :
Le Greffier Provincial
(s) Th. Van Ginderachter

Le Président,
(s) A. Van Lent



expédition conforme,
Greffier provincial f.f.

A. PALFILT

Au Collège des Bourgmestre et Echevins de 1300 Wavre (en double)

~~A Monsieur l'Ingénieur en Chef, Directeur de l'Inspection Technique du Travail
(en double).~~

du Hainaut-Est



MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

Wavre, le 21 JUIN 1994

DIRECTION GÉNÉRALE DES
POUVOIRS LOCAUX

DIRECTION DE WAVRE

Service de l'Urbanisme
et de l'Environnement

Monsieur Marc DE SOMMER,
S.A. OMNIFORM,
avenue Franklin, 2,
1300 WAVRE.

N/Réf. : III B/94.104/752.1-2111/DS

Annexe : - copie d'une note

Objet : Etablissements classés dangereux, insalubres ou incommodes de 1ère classe.
Décision de la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant.
Transfert d'autorisation.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en date du 09 juin 1994 la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant a pris acte de votre lettre du 02 mai 1994 par laquelle vous l'informiez de la reprise des installations et des activités de la S.A. NESPAC BENELUX, Zoning Nord 15 à 1300 Wavre, par votre société.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur du Centre,

J-M. FLAHAUT.

Chef de Service : J. PATINY, Attaché.
Agent traitant : G. DUPRIEZ.

**MINISTERE DE LA REGION
WALLONNE**
Direction générale des Pouvoirs Locaux
Centre de Wavre
Section Urbanisme et Environnement

Députation permanente du
Conseil provincial du
Brabant

N/Réf. : III B/94.104/752.1-2111/DS

Etablissements classés dangereux, insalubres et incommodes de 1ère classe.

NOTE A LA DEPUTATION PERMANENTE.

Objet : Ville de Wavre.

En date du 14 juin 1979, par son arrêté n° 13.111/27040/44342, la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant a autorisé la S.A. NESPAK BENELUX à exploiter pour 30 ans une usine de transformation de matières plastiques (polystyrène, PVC), située au Zoning Nord 15 (chaussée de Bruxelles) à Wavre.

Par sa lettre du 02 mai 1994, parvenue en mes services le 06 mai 1994, Monsieur Marc DE SOMMER de la S.A. OMNIFORM, avenue Franklin 2 à 1300 Wavre m'informe de la reprise des installations et des activités de Nespak Bénélux par sa société.

Le Centre de Wavre de la Direction générale des Pouvoirs Locaux invite la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant à prendre acte du changement de propriétaire de cette exploitation.

Les diverses personnes et administrations intéressées seront avisées de cette modification par le Centre de Wavre.

~~JOSE VANDEPUTTE~~

Wavre, le 31 mai 1994.

Le Directeur du Centre,

J-M. FLAHAUT

Chef de Service : J. PATINY, Attaché.
Agent traitant : G DUPRIEZ